



## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>PARTIE 1 - LE TAUX D'EXÉCUTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2011.2</b>	
1. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	2
2. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....	2
3. LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT.....	3
4. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT.....	3
<b>PARTIE 2 - L'ÉTUDE DES RÉSULTATS DÉGAGÉS PAR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2011.....</b>	<b>4</b>
1. L'ACTION MUNICIPALE PAR GRANDS SECTEURS.....	4
... ET SES MOYENS DE FINANCEMENT.....	4
2. LA PRÉSENTATION COMPTABLE DE LA GESTION 2011.....	5
3. LA FORMATION DU RÉSULTAT COMPTABLE 2011.....	6
4. LA STRUCTURE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2011 EN MOUVEMENTS RÉELS.....	8
4.1. La section de fonctionnement.....	8
4.2. La section d'investissement.....	9
<b>PARTIE 3 - L'ANALYSE DYNAMIQUE DES RÉALISATIONS.....</b>	<b>10</b>
1. L'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	10
1.1. Les dépenses.....	10
1.2. Les recettes.....	13
2. L'ÉVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT.....	18
2.1. Les dépenses (hors dettes bancaires et mouvements financiers).....	18
2.2. Les recettes (hors mouvements financiers).....	20
3. LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE.....	21
3.1. La dette.....	21
3.2. La trésorerie .....	22
3.3 Les frais et les produits financiers (comptes 668 et 768).....	22
<b>PARTIE 4 - LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES.....</b>	<b>23</b>
1. LE SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES.....	23
2. LE PALAIS DE LA GLACE ET DE LA GLISSE.....	24
3. LE STADE VÉLODROME.....	25
4. LES ESPACES ÉVÈNEMENTIELS.....	26
5. LE PÔLE MÉDIA DE LA BELLE-DE-MAI.....	27
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>29</b>



## Introduction

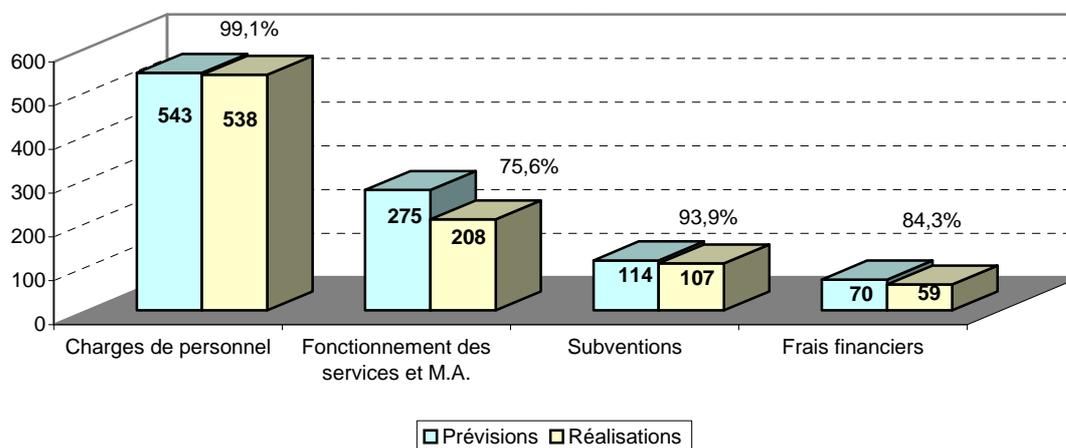
*Le Compte Administratif 2011 traduit les ambitions municipales, visant à moderniser la ville, faire que « Marseille accélère » et rayonne davantage, tout en veillant au respect des grands équilibres financiers.*

*Les principales caractéristiques de ce compte administratif s'affichent ainsi :*

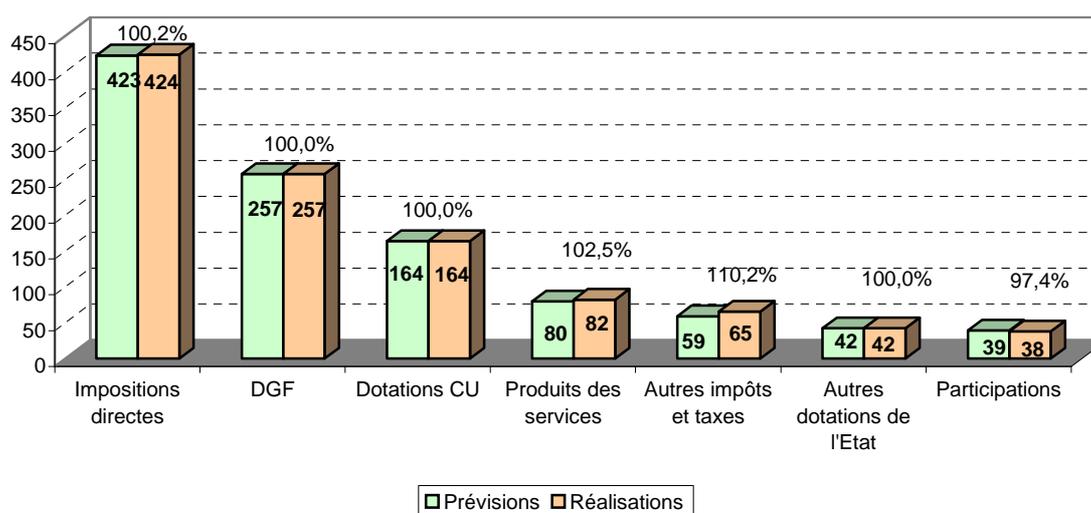
- *maintien d'un haut niveau d'investissement (217,168 M d'€),*
- *maîtrise des dépenses de fonctionnement, notamment les plus importantes, relatives aux charges de personnel et aux dépenses de fonctionnement des Services,*
- *poursuite de la stabilisation de l'endettement.*

## PARTIE 1 - LE TAUX D'EXÉCUTION DU COMPE ADMINISTRATIF 2011

### 1 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

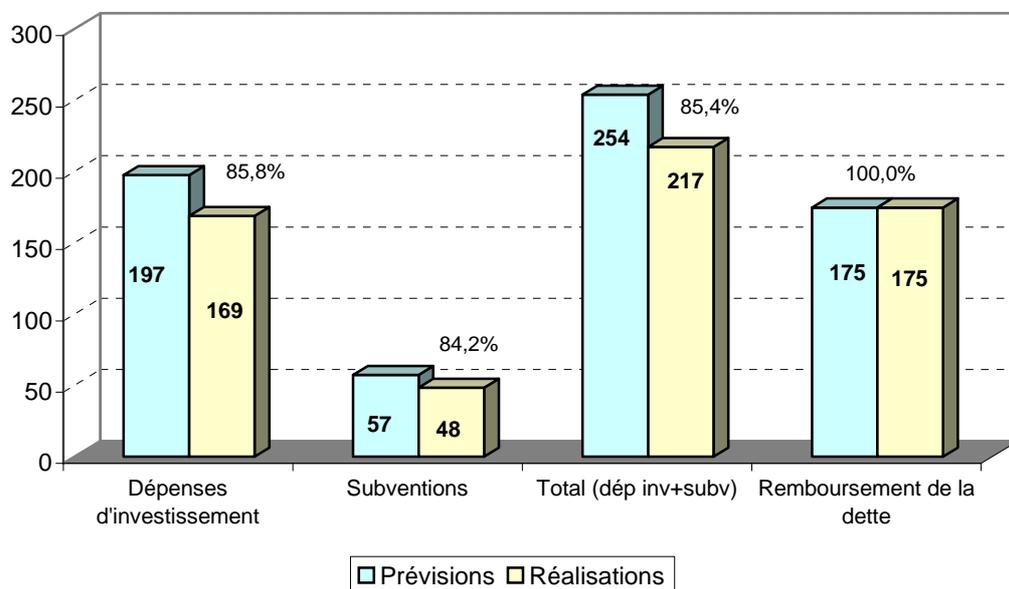


### 2 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



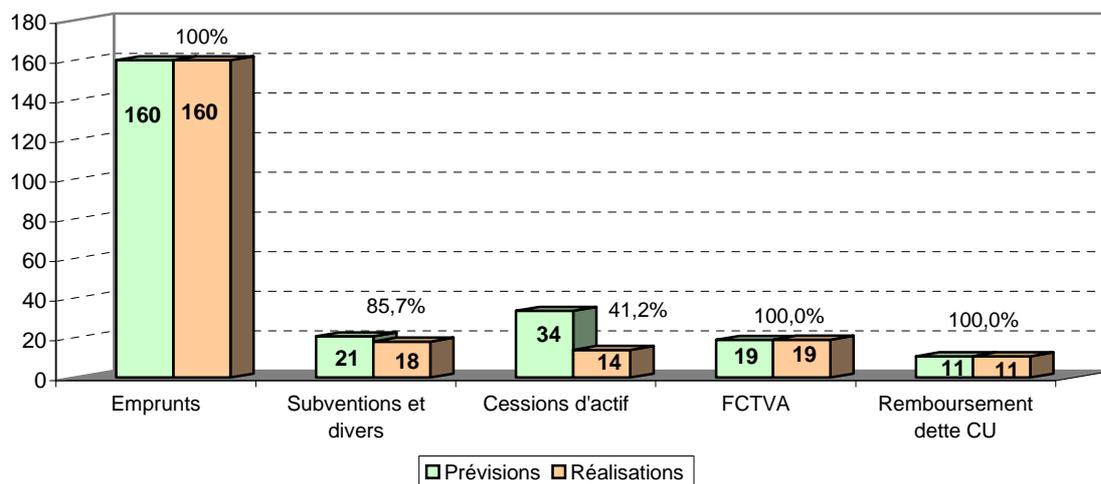
### 3 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

---



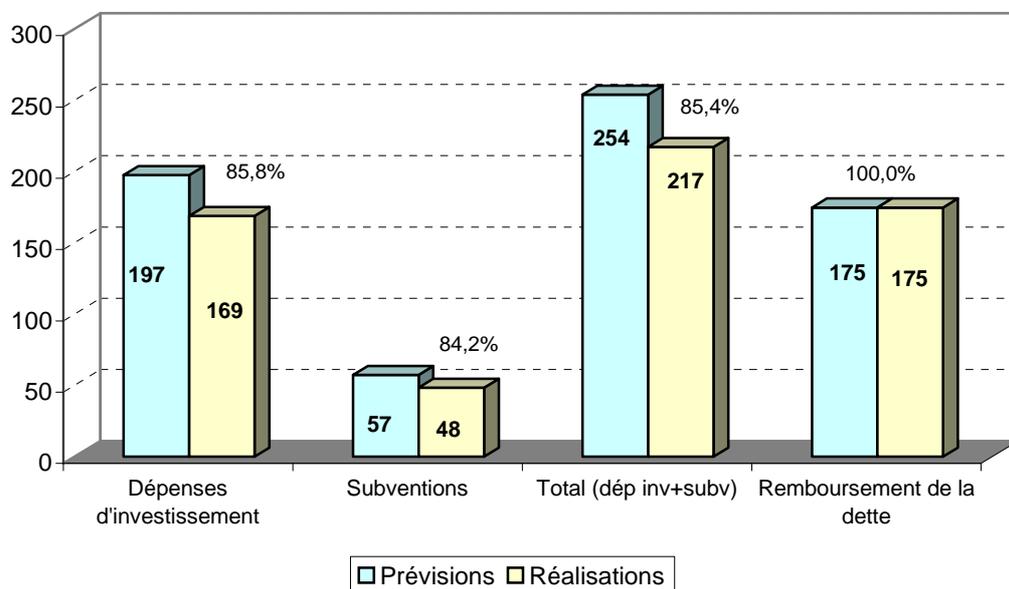
### 4 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

---



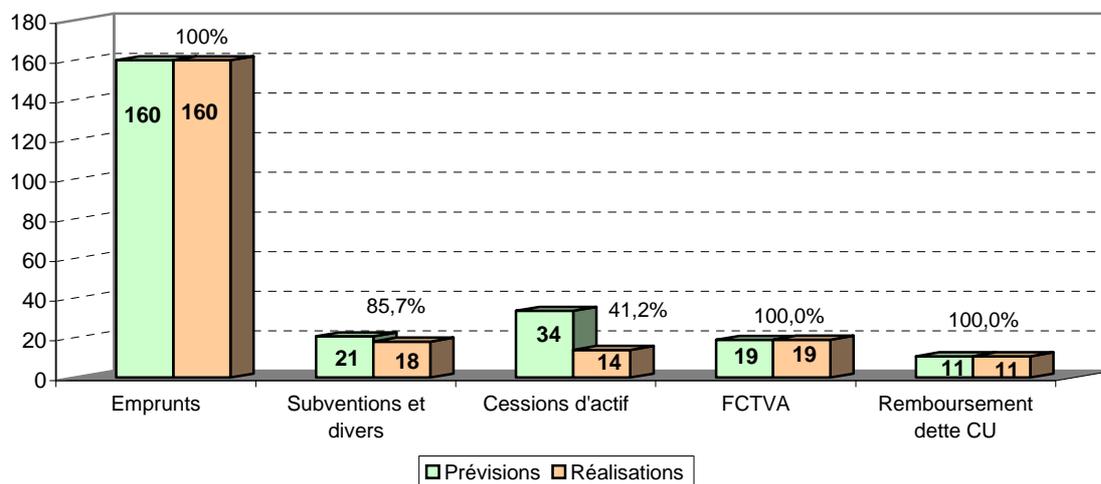
### 3 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

---



### 4 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

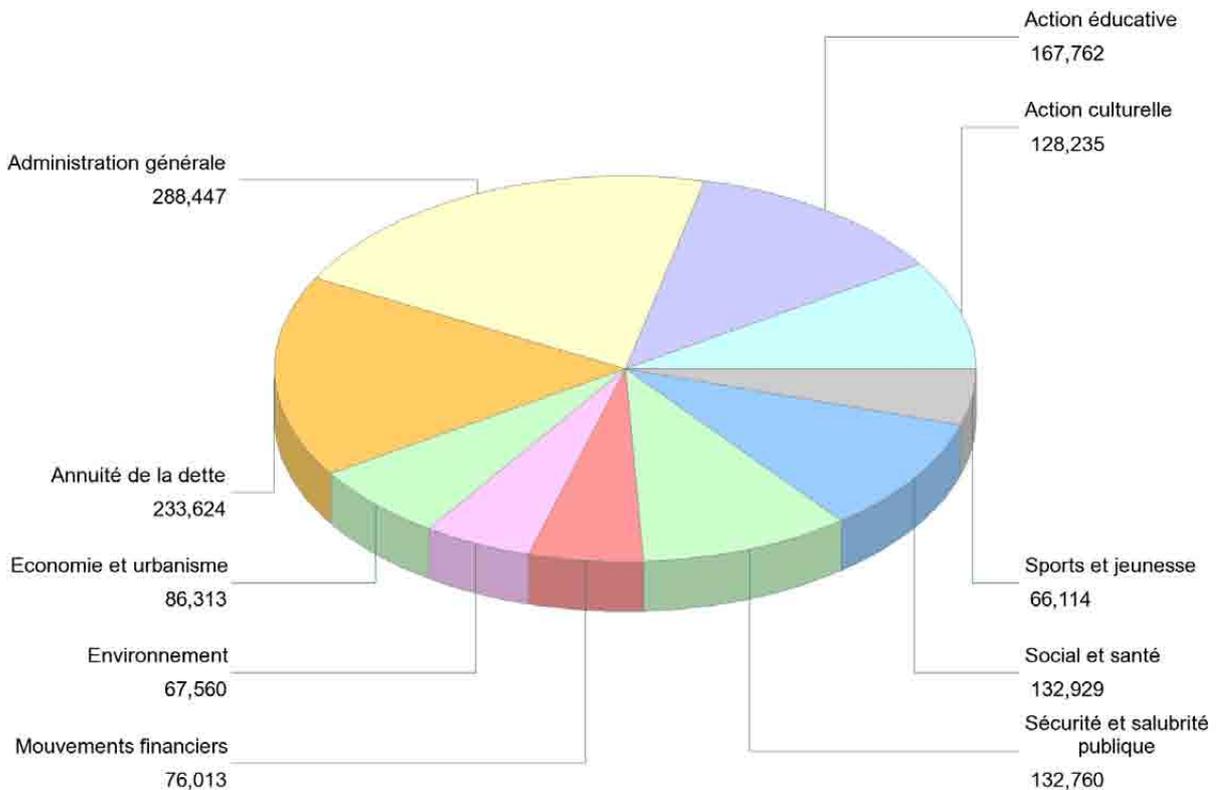
---



# PARTIE 2 - L'ETUDE DES RESULTATS DEGAGES PAR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2011

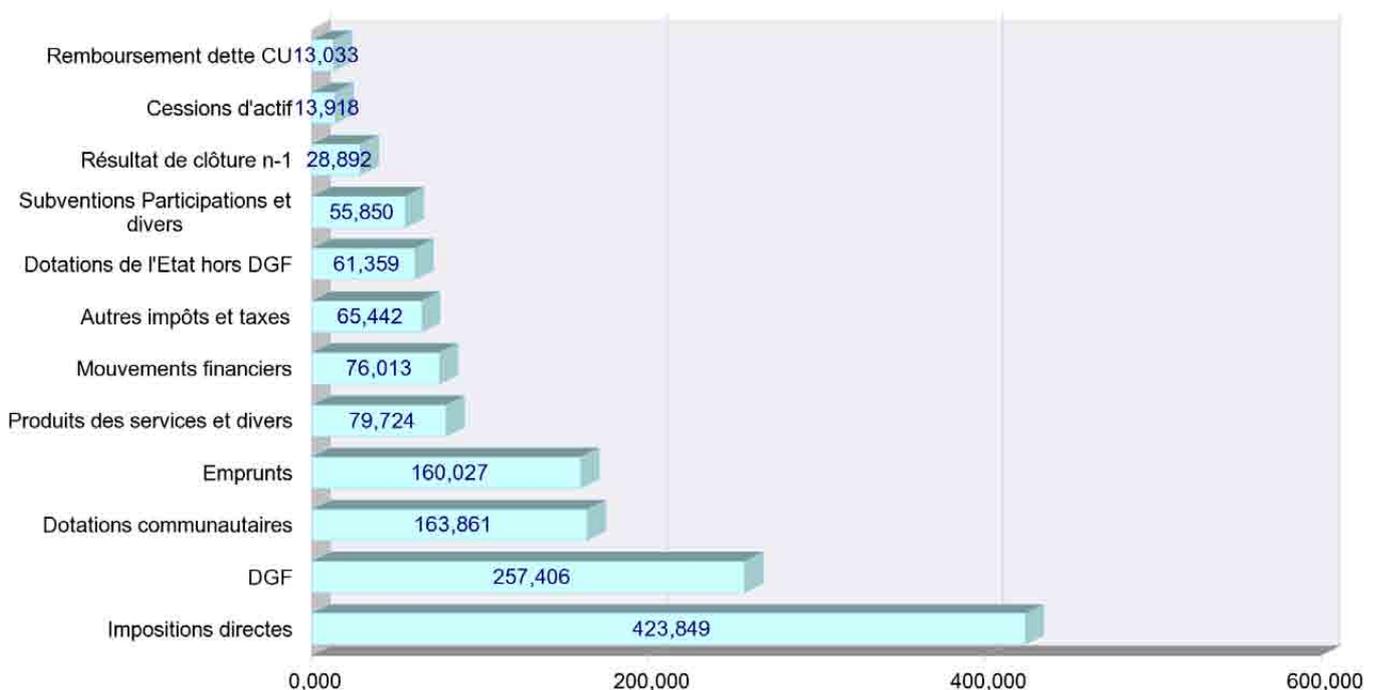
## 1 - L'ACTION MUNICIPALE PAR GRANDS SECTEURS ...

Le compte administratif, sur l'ensemble des deux sections, en mouvements réels hors restes à réaliser, s'élève en dépenses à 1 380 M d'€, réparties de la manière suivante :



## ...ET SES MOYENS DE FINANCEMENT

Les moyens de financement du compte administratif, pour l'ensemble des deux sections y compris le résultat de clôture, s'élèvent en recettes à 1 399 M d'€, réparties de la manière suivante :



## 2 - LA PRESENTATION COMPTABLE DE LA GESTION 2011 FONCTIONNEMENT

### OPERATIONS REELLES

		Produits des services	82,032
		Impositions directes	423,849
		Participations	37,737
		Dotations communautaires	163,861
Charges de personnel	538,082	Autres dotations de l'Etat	42,302
Fonctionnement des services	207,858	Dotation Globale de Fonctionnement	257,406
Frais financiers	58,898	Cessions d'actif	15,751
Subventions	107,011	Autres taxes et impôts	65,442
<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>911,849</b>	<b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>1 088,380</b>

### OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION

Cessions d'actif	21,727	Cessions d'actif	5,975
Dotations aux amortissements et provisions	72,239	Subventions d'investissement transférées	0,964
<b>OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>93,966</b>	<b>OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>6,939</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>1 005,815</b>	Excédent de fonctionnement reporté 2010	<b>121,772</b>
		<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 217,090</b>
		<b>Excédent de fonctionnement 2011</b>	<b>211,275</b>

## INVESTISSEMENT

### OPERATIONS REELLES

		Emprunts	160,027
		F.C.T.V.A.	19,058
Dépenses d'investissement	168,830	Mouvements financiers	76,013
Mouvements financiers	76,013	Remboursement dette CU	10,724
Remboursement de la dette	174,726	Subventions et divers	18,113
Subventions	48,338	Vente à tempérament	3,667
Vente à tempérament	5,500		
<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>473,407</b>	<b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>287,602</b>

### OPERATIONS PATRIMONIALES

Opérations patrimoniales **50,021** Opérations patrimoniales **50,021**

### OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION

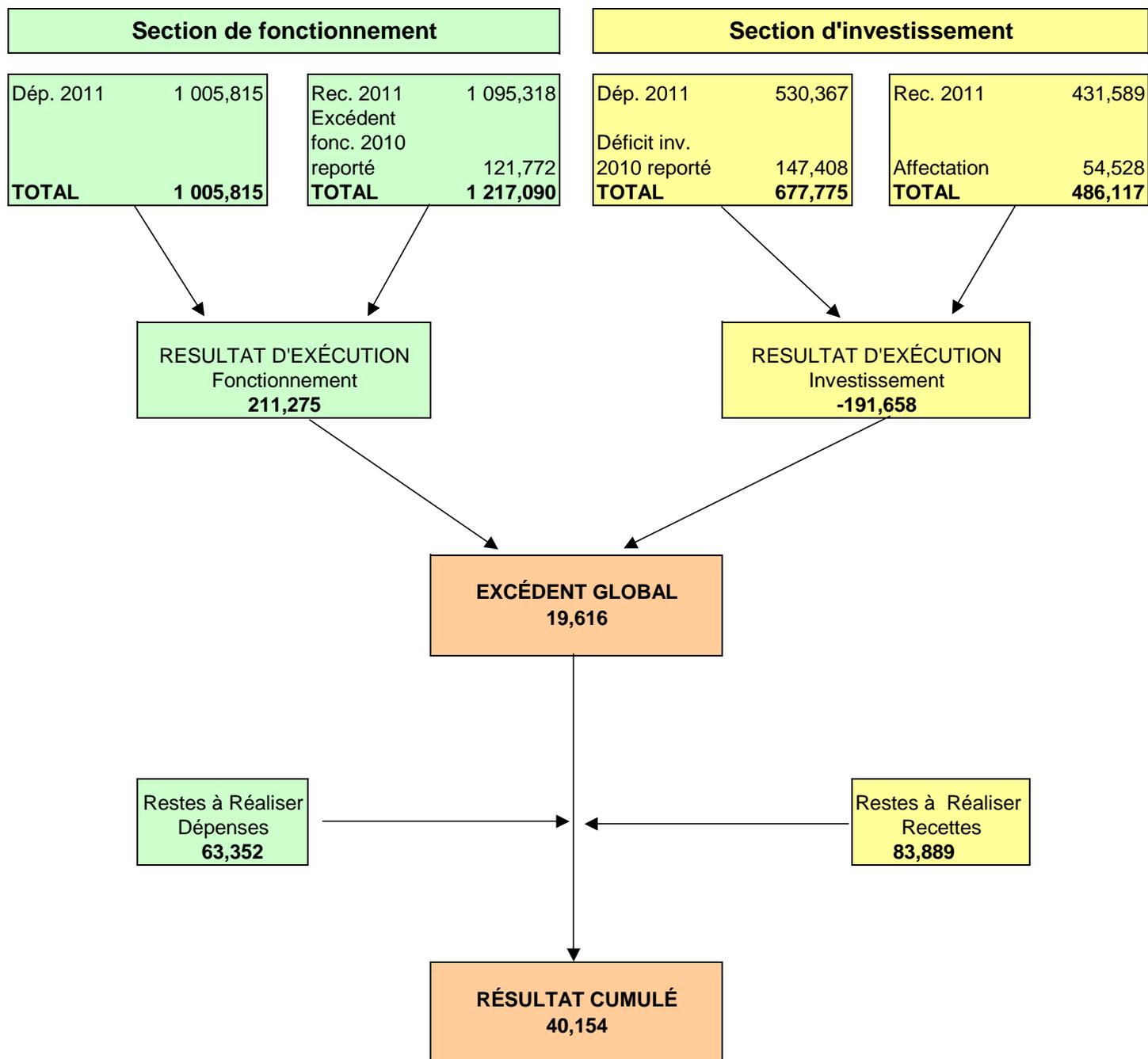
Cessions d'actif	5,975	Amortissements et provisions	72,239
Subventions d'investissement transférées	0,964	Cessions d'actif	21,727
<b>OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>6,939</b>	<b>OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>93,966</b>
Déficit d'investissement reporté 2010	<b>147,408</b>	Affectation du résultat	<b>54,528</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>677,775</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>486,117</b>
<b>Déficit d'investissement 2011</b>	<b>191,658</b>		

## FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT

<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	<b>1 683,591</b>	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>1 703,207</b>
-----------------------------------	------------------	-----------------------------------	------------------

**EXCEDENT GLOBAL** **19,616**

### 3 LA FORMATION DU RÉSULTAT COMPTABLE



En 2011, la section d'investissement, après report du déficit 2010, soit 147,408 M d'€, présente un résultat d'exécution négatif de 191,658 M d'€. En fonctionnement, l'excédent reporté 2010, soit 121,772 M d'€, augmenté du résultat de l'exercice 2011, affiche un excédent de 211,275 M d'€. Avant restes à réaliser, l'excédent global du Compte Administratif 2011 s'élève donc à 19,616 M d'€.

La prise en compte des dépenses engagées non mandatées n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre (soit 63,352 M d'€ en fonctionnement) et des recettes certaines dont le titre n'a pas été émis à l'issue de l'exercice (soit 83,889 M d'€ en investissement) permet d'établir un résultat cumulé 2011 excédentaire à 40,154 M d'€. Ces restes à réaliser concernent les postes suivants :

**⇒ en dépenses de fonctionnement :**

Le contingent d'aide sociale	29,484 M d'€
Le fonctionnement des Services	26,870 M d'€
Les subventions de fonctionnement	4,594 M d'€
Le personnel	2,404 M d'€

**⇒ en recettes d'investissement :**

Les subventions à percevoir	17,191 M d'€
Les emprunts restant à réaliser	63,500 M d'€
Les créances à l'égard des tiers	3,198 M d'€

Les subventions à percevoir s'appuient sur des arrêtés dûment notifiés à la Ville, non encore recouverts à ce jour mais susceptibles de l'être dans le courant de l'exercice 2012 compte tenu des dépenses réalisées.

La Ville a souscrit des contrats pour couvrir le report d'emprunt. Ils seront mobilisés en fonction des besoins de trésorerie de la Ville, mais limités au minimum afin de maintenir une trésorerie zéro.

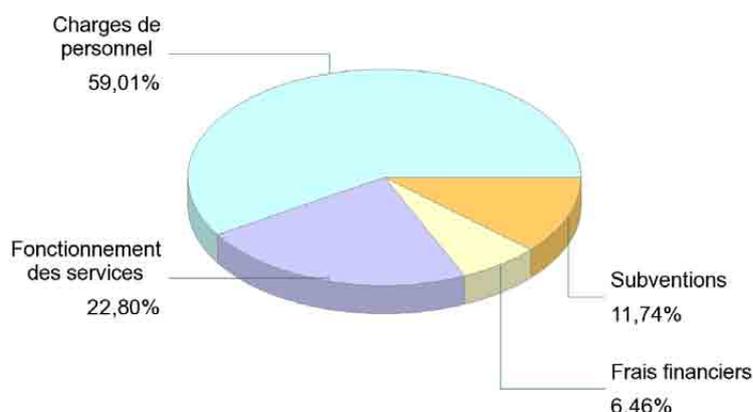
Les créances à l'égard des tiers concernent des travaux effectués pour le compte de tiers défallants, notamment dans le cadre des pouvoirs de police du Maire.

## 4 - LA STRUCTURE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2011 EN MOUVEMENTS REELS

### 4 - 1 - La section de fonctionnement

#### 4 - 1 - 1 - Les dépenses

Les dépenses réelles de fonctionnement se répartissent de la manière suivante :

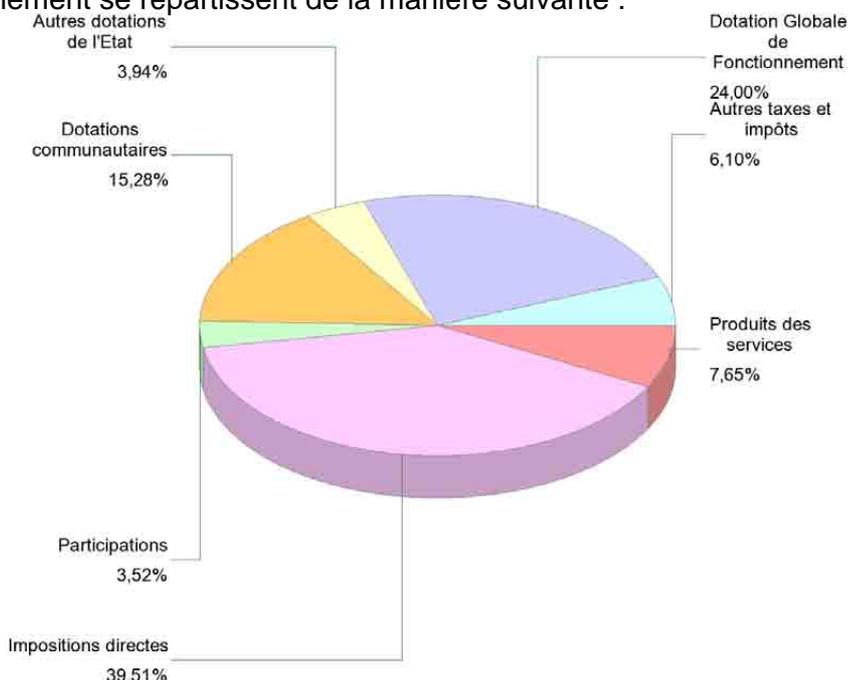


Charges de personnel	538,082
Fonctionnement des services	207,858
Frais financiers	58,898
Subventions	107,011
<b>Total</b>	<b>911,849</b>

#### 4 - 1 - 2 - Les recettes

Les recettes réelles de fonctionnement se répartissent de la manière suivante :

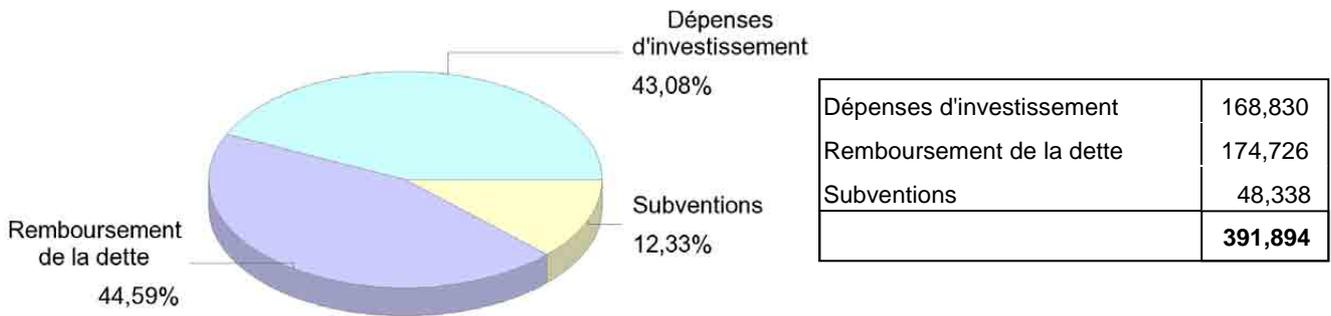
Autres taxes et impôts	65,442
Dotations Globales de Fonctionnement	257,406
Autres dotations de l'Etat	42,302
Dotations communautaires	163,861
Participations	37,737
Impositions directes	423,849
Produits des services	82,032
<b>Total</b>	<b>1 072,629</b>



## 4 - 2 - La section d'investissement

### 4 - 2 - 1 - Les dépenses

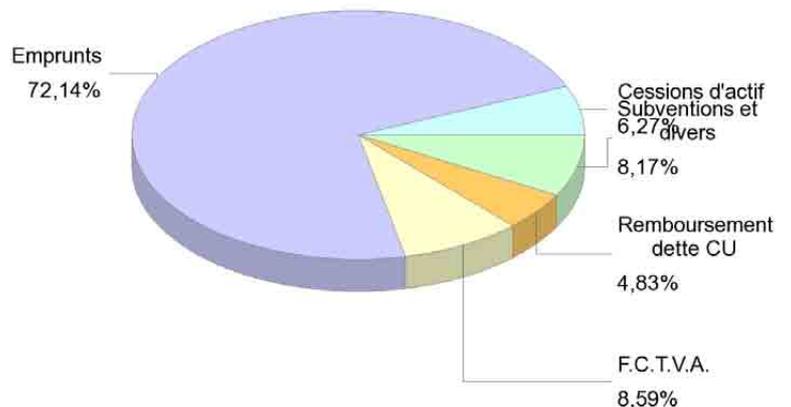
Les dépenses réelles d'investissement, hors mouvements financiers, se répartissent de la manière suivante :



### 4 - 2 - 2 - Les recettes

Les recettes réelles d'investissement, hors mouvements financiers, se répartissent de la manière suivante :

Cessions d'actif	13,918
Emprunts	160,027
F.C.T.V.A.	19,058
Remboursement dette CU	10,724
Subventions et divers	18,113
	<b>221,840</b>



## PARTIE 3 - L'ANALYSE DYNAMIQUE DES RÉALISATIONS

### 1. L'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### 1.1. Les dépenses

Les dépenses réelles de fonctionnement, qui s'élèvent à 911,849 M d'€, se répartissent de la manière suivante :

	CA 2010	CA 2011	Variation
Charges de personnel	532,759	538,082	1,00%
Fonctionnement des services	190,995	195,615	2,42%
Dotations aux arrondissements	12,136	12,243	0,88%
Subventions	98,655	107,011	8,47%
Frais financiers	56,653	58,898	3,96%
<b>TOTAL</b>	<b>891,198</b>	<b>911,849</b>	<b>2,32%</b>

##### 1.1.1. Les charges de personnel

Le taux de réalisation du budget alloué pour les charges de personnel s'établit à 99,1 %. Ce taux est légèrement supérieur à celui du compte administratif 2010 (98,87 %).

Au 31 décembre 2011, l'effectif du personnel permanent totalisait 11 556 agents, contre 11 636 au 31 décembre 2010, soit une diminution de 0,7 %.

La progression globale des charges de personnel s'établit à + 1,00 % (soit 5,323 M d'€) au regard de l'exercice 2010. Cette évolution résulte des variations sur les différentes composantes de ce poste budgétaire.

► **Le personnel permanent : 419,788 M d'€, soit + 0,96 %**

La progression est inférieure à l'inflation et au-delà des facteurs structurels d'évolution tels que le GVT et la balance des effectifs, le principal facteur d'évolution est le passage à temps complet de la deuxième vague des « ex vacataires » affectés à l'éducation et à la petite enfance.

► **Le personnel non permanent : 24,524 M d'€, soit + 0,50 %**

L'évolution modeste de ces dépenses se décompose dans le détail par de forts contrastes au regard des variations principales :

⇒ **à la hausse :**

- les dépenses de la Direction des Affaires culturelles ont progressé de + 4,16 %, soit 0,501 M d'€, dont + 0,470 M d'€ pour l'Opéra (spectacles exceptionnels, application de la « garantie individuelle du pouvoir d'achat » (GIPA)),
- les dépenses du Bataillon de Marins-Pompiers pour son personnel contractuel et notamment les médecins urgentistes remplaçant des médecins territoriaux sortant de l'effectif de la Ville ont enregistré une évolution de + 24,69 % soit + 0,458 M d'€,
- les dépenses du Service de la Jeunesse, hors vacataires mis à disposition des Mairies de Secteur, ont évolué de façon substantielle : + 7,48 %, soit + 0,149 M d'€,
- les dépenses concernant les vacataires de Mairies de Secteur ont également évolué à la hausse : + 2,81 %, soit + 0,142 M d'€.

⇒ **à la baisse** : les dépenses du Service des Traitements de la Direction des Ressources Humaines qui ne gérait plus que les saisonniers en 2011 ; les ex vacataires affectés à l'Éducation ayant été intégrés au personnel permanent, la diminution est de - 39,51 %, soit - 1,178 M d'€.

► **Les charges communes : 17,228 M d'€, soit - 2,51 %**

Elles regroupent les frais de personnel assimilés imputés sur le budget de la DRH pour les titres restaurant, les titres de transport du personnel, le fonds de compensation au supplément familial, les participations aux mutuelles, les allocations chômage ainsi que les frais d'exams médicaux ou de type « pharmacie et médecine du travail ».

La diminution est principalement liée aux titres restaurant, avec - 0,740 M d'€ (- 5,80 %) du fait d'un glissement de charge sur 2012. Elle est cependant contrebalancée par la progression des autres postes et notamment celle des titres de transport, de + 7,08 % soit + 0,140 M d'€.

► **Le personnel extérieur : 76,542 M d'€, soit + 2,21 %**

Il s'agit essentiellement du remboursement à la Marine Nationale du personnel militaire du Bataillon de Marins-Pompiers dont la Ville a la charge et dans une moindre mesure du paiement des études surveillées et de la surveillance des cantines par le personnel non municipal des écoles.

Cette évolution est liée à la progression des dépenses du Bataillon de Marins-Pompiers.

### 1.1.2. Le fonctionnement des Services

	CA 2010	CA 2011	Variation
Charges exceptionnelles	6,185	5,005	-19,08%
Dépenses courantes de fonctionnement	184,810	190,610	3,14%
<b>TOTAL</b>	<b>190,995</b>	<b>195,615</b>	<b>2,42%</b>

Ce poste comporte l'ensemble des dépenses courantes des Services. Il s'est exécuté à 84 % (1 % de plus qu'en 2010).

Les Services poursuivent leur effort de meilleure gestion puisque 1/3 des postes ont pu diminuer de 5,4 %, l'augmentation portant sur des postes plus contraints. Ainsi :

- les loyers : + 3,020 M d'€, notamment avec la location de nouveaux locaux,
- les transports collectifs : + 2,791 M d'€ (augmentation tarifaire et du nombre d'ayants droit),
- les énergies : + 1,532 M d'€,
- l'alimentation : + 1,202 M d'€ (essentiellement BMP),
- la contribution obligatoire aux écoles privées : + 1,157 M d'€,
- la propreté et l'enlèvement des graffitis : + 1,078 M d'€,
- les remboursements de recettes du premier trimestre aux budgets annexes : + 0,959 M d'€ ,
- le pluvial : + 0,869 M d'€,
- les annonces et insertions légales : + 0,492 M d'€,
- les fournitures scolaires : + 0,404 M d'€.

Néanmoins, certaines évolutions en hausse peuvent être le résultat du chevauchement des exercices ou du décalage entre l'engagement et le mandatement ; il ne s'agit donc pas forcément d'augmentations. De même, certaines évolutions en baisse peuvent être le résultat d'un paiement différé sur l'exercice suivant :

- l'entretien et les réparations du réseau d'éclairage public : - 1,786 M d'€ (transfert vers les dépenses d'investissement),

- le stationnement payant : - 1,473 M d'€ (nouveau contrat),
- les frais de gardiennage : - 1,425 M d'€,
- les frais de télécommunication : - 0,801 M d'€,
- la fourrière : - 0,650 M d'€,
- l'eau et l'assainissement : - 0,456 M d'€.

Des économies ont été constatées sur des postes comme les combustibles ou les frais de nettoyage des locaux.

### 1.1.3. Les dotations aux Mairies d'Arrondissements

Les dotations financières allouées aux Mairies d'Arrondissements pour leur fonctionnement ont augmenté de 0,88 % en 2011 (12,243 M d'€ contre 12,136 M d'€ en 2010), résultat de la variation de l'inventaire des équipements transférés et de l'application d'un taux d'inflation prévisionnel de 1,75 % lors du budget primitif.

### 1.1.4. Les subventions de fonctionnement et en annuités

	CA 2010	CA 2011	Variation
Subventions de fonctionnement	98,381	106,799	8,56%
Subventions en annuités	0,274	0,212	-22,63%
<b>TOTAL</b>	<b>98,655</b>	<b>107,011</b>	<b>8,47%</b>

Les subventions de fonctionnement prévues ont été réalisées au cours de l'exercice à 93,9 %. Les principales évolutions se concentrent sur les actions suivantes:

- Palais de la Glace et de la Glisse : + 1,670 M d'€,
- Contrat Enfance Jeunesse : + 1,019 M d'€,
- premier versement à l'EPCC ESAMM (avance au titre de l'exercice 2012) : + 1,000 M d'€,
- compléments subventions culturelles : 1,769 M d'€, budget annexe du stade vélodrome : + 0,603 M d'€,
- Comité d'Action Sociale : + 0,435 M d'€ (dont 0,338 M d'€ de mises à disposition de personnel)
- préparation du Forum Mondial de l'Eau : + 0,500 M d'€,
- santé et handicapés : + 0,358 M d'€,
- environnement et préparation du festival mondial de l'image sous marine 2012 : + 0,335 M d'€,
- mises à disposition de personnel au Centre Interrégional de Conservation et de Restauration du Patrimoine (CICRP) pour 2010 et 2011 : + 0,309 M d'€,
- Office de Tourisme : + 0,323 M d'€,
- mises à disposition de personnel à la Maison de l'Artisanat et des Métiers d'Art (MAMA) : + 0,242 M d'€,
- diminution de la compensation de tarifs sociaux relative à la restauration scolaire : - 1,007 M d'€ (effet du nouveau contrat).

### 1.1.5. Les frais financiers

L'ensemble des frais financiers s'établit à 58,898 M d'€ en 2011.

Ce montant intègre les intérêts courus non échus (ICNE) évalués à - 0,842 M d'€, qui sont comptabilisés en opération réelle depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'évolution des intérêts de la dette hors ICNE est en diminution de 0,968 M d'€, soit - 1,63 %, passant de 59,424 M d'€ en 2010 à 58,455 M d'€ en 2011.

Cette diminution s'explique par la baisse de l'encours de la dette qui passe de 1 821 M d'€ à 1 807 M d'€, soit une baisse de 0,81 %. En effet, la politique de désendettement engagée dès 2008, combinée à la volonté de sécuriser l'encours, a ainsi permis une baisse des charges financières malgré un contexte de hausse des taux monétaires.

## 1.2. Les recettes

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1 072,629 M d'€, soit une augmentation de 3,68 % par rapport au CA 2010 à périmètre équivalent (hors cessions d'actif).

	2010	2011	Variation
<b>Dotation Globale de Fonctionnement</b>	<b>256,065</b>	<b>257,406</b>	<b>0,52%</b>
Dotation forfaitaire	195,767	193,430	-1,19%
D S U C S	44,267	48,711	10,04%
DNP	15,952	15,223	-4,57%
DGF permanents syndicaux	0,079	0,042	-46,84%
<b>Autres dotations de l'État</b>	<b>43,193</b>	<b>42,302</b>	<b>-2,06%</b>
Compensation TH et foncier bâti	28,634	29,003	1,29%
Autres compensations et péréquations	11,416	10,188	-10,76%
Dotation Générale de Décentralisation	2,879	2,880	0,03%
Dotation Spéciale « Instituteurs »	0,264	0,231	-12,50%
<b>Dotations communautaires</b>	<b>163,861</b>	<b>163,861</b>	<b>0,00%</b>
Attribution de compensation	157,670	157,670	0,00%
Dotation de solidarité communautaire	6,191	6,191	0,00%
<b>Participations</b>	<b>45,636</b>	<b>37,737</b>	<b>-17,31%</b>
<b>Sous-total ressources externes : 46,7%</b>	<b>508,755</b>	<b>501,306</b>	<b>-1,46%</b>
<b>Impôts et taxes</b>	<b>440,903</b>	<b>489,291</b>	<b>10,97%</b>
Impositions directes	381,380	423,849	11,14%
Autres impôts et taxes	57,560	63,500	10,32%
Rôles supplémentaires	1,963	1,942	-1,07%
<b>Produits des services</b>	<b>84,852</b>	<b>82,032</b>	<b>-3,32%</b>
Produits des services et du domaine	42,435	46,458	9,48%
Autres produits de gestion courante	35,969	30,395	-15,50%
Produits financiers	3,932	2,859	-27,29%
Produits exceptionnels	1,496	1,371	-8,36%
Atténuations de charges	1,020	0,949	-6,96%
<b>Sous-total ressources internes : 53,3%</b>	<b>525,755</b>	<b>571,323</b>	<b>8,67%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 034,510</b>	<b>1 072,629</b>	<b>3,68%</b>

### 1.2.1. La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

	CA 2010	CA 2011
<b>Dotation forfaitaire</b>	<b>195,767</b>	<b>193,430</b>
Dotation de base	111,761	111,647
Dotation de garantie	79,219	77,497
Compensation des baisses de DCTP	4,209	4,209
Dotation superficie	0,077	0,077
<b>DSUCS</b>	<b>44,267</b>	<b>48,711</b>
<b>DNP</b>	<b>15,952</b>	<b>15,223</b>
<b>DGF permanents syndicaux</b>	<b>0,079</b>	<b>0,042</b>
<b>TOTAL</b>	<b>256,065</b>	<b>257,406</b>

#### ► La dotation forfaitaire

Afin de répondre à l'objectif prioritaire du développement de la péréquation, la loi de finances 2011 a mis un terme à toute indexation de la DGF. Ainsi, globalement, elle baisse de 1,19 % avec un montant notifié de 193,430 M d'€ en dessous de l'estimation du budget primitif 2011.

⇒ **la dotation de base** : en raison de la non indexation de cette composante (la valeur du point gelée à 128,925 € par habitant), la perte de la population DGF (865 977 habitants en 2011 contre 866 864 en 2010) a entraîné une légère baisse de cette dotation (- 0,10 %).

⇒ **la dotation de superficie** : le montant est identique à celui de 2010 en raison de la non indexation.

⇒ **la compensation de baisse de DCTP** : le gel de cette dotation a été prévu par le législateur donc le montant 2010 a été reconduit.

⇒ **la dotation de garantie** : en fonction des dispositions de la loi de finances pour 2011, les communes dont le potentiel fiscal par habitant était égal ou supérieur à 0,75 fois le potentiel fiscal moyen national ont subi une diminution de cette part, écrêtée à 6 %. Pour la Ville, la perte sur cette dotation est de 2,79 % soit - 2,222 M d'€.

#### ► La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale

L'État a abondé cette enveloppe de 77 M d'€ (soit une augmentation de 6,23 %) à répartir entre les 250 premières villes éligibles à la dotation. Marseille située au 234<sup>ème</sup> rang a donc bénéficié d'une augmentation de 10,04 %, soit + 4,444 M d'€.

#### ► La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

L'enveloppe de la DNP des communes de plus de 200 000 habitants, figée à l'habitant, a évolué comme leur population totale. La répartition entre ces communes était fonction de la population pondérée par le potentiel financier. Marseille ayant perdu 887 « habitants DGF » alors que les autres communes de + de 200 000 habitants en ont gagné, la dotation de la Ville a diminué de 4,57 %, soit - 0,729 M d'€.

#### ► La DGF des permanents syndicaux

Cette dotation est fonction du personnel mis à disposition des organisations syndicales. Elle diminue de 46,84 %, passant de 0,079 M d'€ en 2010 à 0,042 M d'€ en 2011. Cette baisse n'est due qu'à un retard de versement de la dernière périodicité.

## 1.2.2. Les autres dotations de l'État

### ► La compensation TH et foncier bâti

Pour 2011, son montant s'élève à 29,003 M d'€, soit une augmentation de 1,29 % par rapport à 2010.

### ► Les autres compensations et péréquations

Ce poste enregistre au global une perte de 1,228 M d'€ (soit - 10,76 % par rapport à 2010) sur les principales dotations suivantes :

⇒ **la dotation de compensation de la taxe professionnelle** : à 9,208 M d'€, elle est restée la variable d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales en 2011 ; sa forte diminution sur le plan national s'est traduite pour Marseille par une perte de 0,737 M d'€, soit 7,41 %,

⇒ **la dotation de développement urbain (DDU)** : cette dotation a été créée par la loi de finances 2009 pour aider les villes à financer des projets d'aménagement et de développement urbain. La Ville de Marseille n'a rien perçu pour son budget de fonctionnement en 2011 (0,452 M d'€ en 2010),

⇒ **la dotation de recensement et la compensation à la baisse des droits de mutation** : ces dotations augmentent de 1,91 %, passant de 0,262 M d'€ en 2010 à 0,267 M d'€ en 2011 du fait notamment de la réalisation de l'enquête « familles et logement » demandée par l'INSEE,

⇒ **la compensation à la suppression de la taxe sur les appareils automatiques** : cette taxe était basée sur le produit 2006 de la taxe sur les spectacles et rapportait depuis son instauration 0,300 M d'€. La loi de finances de 2012 a supprimé cette compensation afin de faire participer les collectivités locales à la réduction du déficit national,

⇒ **la dotation pour les titres sécurisés** : elle est versée aux communes qui se sont équipées de stations d'enregistrement de demandes de passeports biométriques. Cette indemnité s'établit à 0,282 M d'€ en 2011 contre 0,355 M d'€ en 2010 ; elle accuse une baisse de 20,56 % du fait de la participation exceptionnelle versée en 2010 pour l'aménagement des Bureaux Municipaux de Proximité nécessitée par cette nouvelle compétence.

### ► La Dotation Générale de Décentralisation

Elle reste stabilisée en 2011 à 2,880 M d'€ environ.

### ► La Dotation Spéciale Instituteurs (DSI)

Elle s'est établie pour 2011 à 0,231 M d'€. La baisse récurrente de la DSI, - 0,037 M d'€ en 2011, soit - 12,50 %, résulte de l'extinction progressive du corps des instituteurs intégré dans le corps des professeurs des écoles, catégorie n'ouvrant plus droit à logement de fonction.

## 1.2.3. Les dotations communautaires

### ► L'Attribution de Compensation

En l'absence de nouveaux transferts de charges de la Ville de Marseille vers la Communauté Urbaine depuis la création de celle-ci en 2001, l'Attribution de Compensation reste inchangée à hauteur de 157,670 M d'€.

### ► La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

La dotation 2011 reste stable à 6,191 M d'€.

## 1.2.4. Les participations

Ce poste enregistre une baisse de 17,31 % (- 7,899 M d'€), passant de 45,636 M d'€ en 2010 à 37,737 M d'€ en 2011, du fait notamment :

- de la perte de la participation exceptionnelle de l'État pour le fonctionnement du BMP versée en 2010 - 5,000 M d'€
- du retard pris sur la renégociation conventionnelle avec le Grand Port de Marseille et le BMP - 0,608 M d'€
- de la diminution de la participation de la CU au fonctionnement du BMP - 0,535 M d'€
- de projets européens ou internationaux soldés en 2010 ou non encore finalisés - 0,431 M d'€
- de la réduction du Contrat Enfance Jeunesse versé par la CAF - 0,411 M d'€
- de la baisse du versement CAF pour les crèches à cause de la fermeture de deux structures pour travaux - 0,369 M d'€
- de la réduction des diverses participations dans le cadre des OPAH - 0,278 M d'€

## 1.2.5. Les impôts et taxes

### ► Les impositions directes

Les impôts perçus par la Ville de Marseille (Taxe d'Habitation, Foncier Bâti, Foncier Non Bâti) connaissent une progression de 11,14 %, soit + 42,469 M d'€ entre 2010 et 2011, passant de 381,380 M d'€ à 423,849 M d'€ (hors rôles supplémentaires).

Cette évolution est le résultat cumulé de plusieurs facteurs :

⇒ l'actualisation forfaitaire des bases, grâce à un coefficient d'actualisation de 1,020 voté en loi de finances pour 2011,

⇒ la variation (hors actualisation forfaitaire) de la matière imposable de + 7,02 %, avec notamment une progression de 12,34 % de la base de taxe d'habitation, 1,31 % de la base du foncier bâti et 1,56 % de la base pour le foncier non bâti,

⇒ la baisse du taux d'abattement général à la base, passant de 15 % à 5 %,

⇒ l'augmentation de 1,50 % du taux de chacune des trois taxes.

Les dégrèvements consentis sur la taxe d'habitation pour les logements demeurés vacants ont fait l'objet d'une retenue de 0,194 M d'€.

### ► Les autres impôts et taxes

La hausse de + 5,940 M d'€, soit + 10,32 %, constatée sur ce poste, résulte pour l'essentiel de la poursuite de la croissance des droits de mutation de + 4,588 M d'€ amorcée depuis 2010.

Il est à noter le reversement par l'État d'une nouvelle taxe appelée « taxe sur les passagers » perçue auprès des entreprises de transport public maritime, assise sur le nombre de passagers embarqués à destination des sites protégés (0,181 M d'€).

Les rôles supplémentaires diminuent de 1,07 %, passant de 1,963 M d'€ en 2010 à 1,942 M d'€ en 2011.

	2010	2011	Variation
Taxe sur certaines fournitures d'électricité	13,198	14,134	7,09%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	27,327	31,915	16,79%
Taxe sur la publicité	3,205	2,936	-8,39%
Taxe de séjour	1,788	2,030	13,53%
Taxes funéraires	1,433	1,356	-5,37%
Taxes diverses	10,609	11,179	5,37%
<b>TOTAL</b>	<b>57,560</b>	<b>63,500</b>	<b>10,32%</b>

### 1.2.6. Les produits des services

Ce poste qui atteint 82,032 M d'€ est en diminution de 2,824 M d'€, soit - 3,32 %, avec des variations contrastées selon les types de produits.

#### ► Les « produits du service et du domaine »

On enregistre une hausse de 4,023 M d'€ soit + 9,48 % sur ce poste qui atteint 46,458 M d'€ en 2011 contre 42,435 M d'€ en 2010, due notamment au :

- remboursement des mises à disposition de personnel auprès de divers organismes et des 2 nouveaux budgets annexes du Stade Vélodrome et des Espaces Événementiels	+ 1,625 M d'€
- produit des interventions du BMP (ascenseurs et transport VSAV)	+ 0,890 M d'€
- produit de la fourrière automobile	+ 0,809 M d'€
- produit de la billetterie des musées et de l'opéra	+ 0,781 M d'€
- reversement par les budgets annexes du Stade Vélodrome et des Espaces Événementiels des frais de fonctionnement assurés par le budget général durant le 1 <sup>er</sup> trimestre 2011	+ 0,743 M d'€
- terme de la convention avec la DDEAI	- 0,955 M d'€

#### ► Les « autres produits de gestion courante »

Ce poste enregistre une diminution de 15,5 % (-5,574 M d'€). Il passe de 35,969 M d'€ en 2010 à 30,395 M d'€ en 2011, une baisse notamment générée par :

- le transfert des produits du Stade et du Pharo vers des budgets annexes	- 2,514 M d'€
- la non répétition d'un reversement exceptionnel effectué en 2010 du budget annexe du Pôle Média Belle-de-Mai vers le budget général	- 2,100 M d'€
- la perte des loyers du pôle Château-Gombert (cédé à la Communauté Urbaine (CU) en 2010)	- 0,716 M d'€
- la diminution de la programmation au Dôme (résultante de l'ouverture du Silo)	- 0,432 M d'€

#### ► Les « produits financiers »

Ce poste passe de 3,932 M d'€ en 2010 à 2,859 M d'€ en 2011, soit une baisse de 27,29 % (- 1,073 M d'€) due notamment :

- à la diminution du remboursement de la quote-part d'intérêts de la dette par la CU : - 0,976 M d'€,

- à la diminution des recettes liées à des couvertures d'emprunt par swaps suite à la réduction du volume d'emprunts swapé/couvert : - 0,119 M d'€.

► Les « produits exceptionnels »

La nature même de ces produits se traduit par une fluctuation irrégulière de leurs résultats : - 8,36 %, soit - 0,125 M d'€ (1,371 M d'€ en 2011 contre 1,496 M d'€ en 2010).

► Les « atténuations de charges »

Le montant de ces recettes varie selon les réajustements de dépenses réalisés au cours de l'exercice. En 2011, il est de 0,949 M d'€ contre 1,020 M d'€ en 2010, soit une diminution de 6,96 % (- 0,072 M d'€).

## 2. L'ÉVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

---

### 2.1. Les dépenses (hors dettes bancaires et mouvements financiers)

---

Les dépenses réelles du budget principal s'élèvent cette année à 217,168 M d'€.

Elles sont équivalentes à celles de l'exercice 2010 et prouvent la volonté de la Municipalité de conserver une politique d'investissement dynamique mais maîtrisée.

	C.A. 2010	C.A. 2011	VARIATIONS
Subventions d'équipement	43,062	48,338	12,25%
Dépenses directes	174,087	168,830	-3,02%
<b>TOTAL</b>	<b>217,149</b>	<b>217,168</b>	<b>0,01%</b>

#### 2.1.1. Les opérations réelles

Il s'agit des dépenses programmées et non programmées.

► Les dépenses programmées : 215,203 M d'€

Elles atteignent un taux de réalisation de 87,25 % et se répartissent ainsi :

- opérations à programmes annuels : 36,656 M d'€,
- opérations individualisées : 178,547 M d'€.

Le tableau suivant présente quelques exemples de réalisations en cours.

	PROGRAMMÉ (en M€)	MANDATÉ (en M€)	TAUX D'EXECUTION
PART VILLE/CPER-CENTRE D'OCEANOGRAPHIE DE LUMINY-OCEANOMED	1,500	1,500	100%
MODERNISATION DU STADE ALEXIS CAUJOLLE	1,101	1,101	100%
DESSERTTE PLUVIALE DU VALLON DES TUVES	0,888	0,888	100%
RHI ST MAURONT - ILOTS INSALUBRES RUES GAILLARD ET GUICHARD	0,400	0,400	100%
MP13/CINEMA ALHAMBRA /ST-HENRI-2 RUE DU CINEMA – RENOVATION SALLE	0,177	0,177	100%
REAMENAGEMENT ELEMENTAIRE VERDURON HAUT ET SELF – TRAVAUX	0,149	0,149	100%
ZUS CENTRE NORD-ETUDES	0,140	0,140	100%
REHABILITATION ET EXTENSION MATERNELLE DOUANES/STRASBOURG - TRAVAUX	1,866	1,865	100%
MARINS POMPIERS – RENOUELEMENT MATERIELS	4,390	4,385	100%
RESTRUCTURATION MATERNELLE ST VINCENT DE PAUL - TRAVAUX	3,195	3,191	100%
REALISATION DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS DE LA TREILLE	0,551	0,549	100%
MP13/ANRU - GPV - CAFE MUSIQUE TOURSKY – ETUDES ET TRAVAUX	0,346	0,344	99%
CUCS/REHABILITATION DES PLATEAUX SPORTIFS BUSSERADE	0,169	0,168	99%
MISE EN CONFORMITE CUISINE ET EXTENSION CRECHE ST LOUP	0,358	0,355	99%
MP13/THEATRE DE LA MINOTERIE – RELOGEMENT PLACE MEDITERRANEE	0,682	0,662	97%
ANRU/CITE DE L'ENFANT- ST ANTOINE/VISTE (THOLLON) -TRAVAUX	1,750	1,697	97%
ANRU/EXTENSION/RESTRUCTION CRECHE BELSUNCE - ETUDES/TRAVAUX	2,501	2,391	96%
MP13/ABBAYE ST VICTOR RESTRUCTURATION CRYPTÉ- ETUDES/TRAVAUX URGENTS	0,861	0,813	94%
AMELIORATION CONDITIONS ACCUEIL/ PARC FRANCOIS BILLOUX	0,094	0,086	91%
ANRU-REAMENAGEMENT EX CFA BOUCHERIE BUSSERINE EN ALSH AGORA	1,067	0,957	90%
MATERNELLE BALUSTRES - EXTENSION DORTOIR - ETUDES ET TRAVAUX	0,121	0,107	88%
EXTENSION ELEMENTAIRE ACCOULES/SELF/ACCES- 54 RUE CAISSERIE – TRAVAUX	0,055	0,047	85%
STADE ESTAQUE RIAUX SYNTHETIQUE	0,250	0,213	85%
TRANSFERT INSTALLATION TENNIS/REAMENAGEMENT COMPLEXE MAGNAC-AVENUE DE MAZARGUES	2,586	1,950	75%
MP13/EXTENSION/RESTRUCTURATION DU MUSEE D'HISTOIRE-PORT ANTIQUE-ETUDES/TRAVAUX	2,273	1,543	68%
EXPLOITATION DU PARC ET MISE EN LUMERE DU PATRIMOINE	3,458	2,306	67%
MP13/ESPACE D'ACCUEIL ENVIRONNEMENTAL DU PARC BORELY	0,535	0,315	59%
MP13/ESPACE ODEON-CANEBIERE TRAVAUX MISE CONFORMITE	1,927	0,898	47%
BMDP DU MERLAN - RESTRUCTURATION - ETUDES ET TRAVAUX	0,341	0,103	30%
MAISON DES ASSOCIATIONS DES CHUTES LAVIE - TRAVAUX	0,887	0,261	29%

► Les dépenses non programmées : 1,965 M d'€

Comme chaque année, le poste le plus important est le versement de la dotation aux Mairies de Secteur (1,721 M d'€) auquel s'ajoutent diverses écritures de régularisations.

### 2.1.2. Les opérations patrimoniales : 50,021 M d'€

Ce sont des écritures d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement qui régularisent le bilan de la Ville. Leur volume particulièrement important cette année inclut l'acquisition foncière à titre gratuit des emprises foncières de la ZAC des Caillols Sud après sa clôture (25,500 M d'€).

Il s'agit d'écritures équilibrées en dépenses et recettes qui ne mouvementent pas de trésorerie.

## 2.2. Les recettes (hors mouvements financiers)

### 2.2.1. Les opérations réelles

	C.A. 2010	C.A. 2011	Variation
Subventions & divers	19,888	18,113	-8,92%
Emprunts	150,000	160,027	6,68%
Autres recettes	42,244	29,782	-29,50%
Cessions	45,581	13,918	-69,47%
<b>TOTAL</b>	<b>257,713</b>	<b>221,840</b>	<b>-13,92%</b>

#### ► Les subventions et divers

⇒ **Les subventions d'équipement**, bien qu'en hausse significative par rapport à 2010 et surtout 2009, restent toutefois à un niveau relativement faible, notamment en ce qui concerne le soutien de nos partenaires locaux. Elles ne sont pas suffisantes pour palier le « manque à gagner » sur les cessions.

	C.A. 2009	C.A. 2010	C.A. 2011
État	2,159	5,735	9,917
Région	1,447	2,156	0,363
Département	0,562	2,009	1,884
Europe	0,830	0,000	0,948
Autres	2,506	4,194	3,364
<b>TOTAL</b>	<b>7,504</b>	<b>14,094</b>	<b>16,476</b>

⇒ **Les recettes diverses** s'élèvent cette année à 1,637 M d'€ et sont constituées de reversement de « trop perçus » et de la poursuite du remboursement par le budget annexe des Pompes Funèbres des caveaux du cimetière des Vaudrans.

#### ► Les emprunts

Le volume mobilisé cette année de 160,027 M d'€, supérieur de 10 M d'€ à 2010, s'explique par la faiblesse des autres ressources externes notamment les cessions d'actifs. Toutefois, la politique de désendettement se poursuit puisque ce montant reste inférieur au capital remboursé (174,726 M d'€).

#### ► Les autres recettes

Il s'agit du FCTVA (19,058 M d'€) et du remboursement par la Communauté Urbaine de sa quote-part d'emprunt en capital (10,724 M d'€).

#### ► Les cessions d'actifs

Le montant réel de recettes sur cessions en 2011 est de 13,918 M d'€, inférieur aux montants des deux exercices précédents (pour mémoire en 2010, les cessions d'actifs ont rapporté 45,581 M d'€).

### 2.2.2. Les opérations patrimoniales

Il s'agit de la contrepartie des écritures décrites en dépenses, soit 50,021 M d'€.

## 3. LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE

### 3.1. La dette

#### 3.1.1. L'annuité de la dette

L'annuité brute de la dette bancaire s'élève à 233,181 M d'€ en 2011 contre 222,143 M d'€ en 2010, en progression de 4,97 %. Cette annuité se répartit de la manière suivante :

	2010	2011	Variation
Amortissement	162,719	174,726	7,38%
Intérêts	59,424	58,455	-1,63%
<b>TOTAL</b>	<b>222,143</b>	<b>233,181</b>	<b>4,97%</b>

La part de remboursement en capital augmente en 2011, tandis que celle des intérêts diminue dans la charge de la dette.

L'annuité nette s'élève à 220,149 M d'€, en hausse de 9,11 % par rapport à l'exercice 2010 où elle atteignait 201,776 M d'€.

L'annuité nette se détermine à partir de l'annuité brute après déduction des recettes affectées (remboursement de la Communauté Urbaine).

#### 3.1.2. La gestion de la dette

En 2011, la politique de gestion active de la dette a permis de réaménager une partie de l'encours. Le contexte financier a été favorable aux opportunités de réaménagement grâce notamment à la baisse des taux à long terme au cours du second semestre de l'année qui a permis de fixer une partie de l'emprunt à taux variable à des niveaux compétitifs.

Quatre emprunts indexés sur l'Euribor ont ainsi été basculés en taux fixe pour un montant total de 109,096 M d'€.

Banque	Caisse d'Épargne	Caisse d'Épargne	Caisse d'Épargne	Caisse d'Épargne
N° du contrat	956	964	965	861
Date d'encaissement	30/11/2010	09/12/2010	09/12/2010	24/09/2001
Encours à la date de réaménagement	9 753 886,60 €	24 384 716,51 €	24 384 716,51 €	50 572 713,53 €
Durée résiduelle	14,5 ans	14,5 ans	14,5 ans	15 ans
Index avant réaménagement	Eur 3M + 0,38%	Eur 3M + 0,43 %	Eur 3 M + 0,43 %	Eur 12M+0,15%
Taux après réaménagement	3,60%	3,65%	3,65%	3,17%

L'objectif de ces opérations est de sécuriser l'encours à taux variable afin de limiter la sensibilité de la dette à la remontée des taux d'intérêts. La structure taux fixe / taux variable de la dette en 2011 affiche une répartition de 68 % / 32 %. Elle apparaît aujourd'hui sécurisée et peu coûteuse.

Le stock de dette bancaire consolidée (budget principal + budgets annexes) est en légère augmentation en valeur nominale : il passe de 1 835,114 M d'€ au 31/12/2010 à 1 856,066 M d'€ au 31/12/2011. La Ville a en effet pris le parti de souscrire un emprunt de 36,500 M d'€ sur le budget annexe du stade Vélodrome, permettant ainsi une baisse significative de la redevance mise à sa charge dans le cadre du contrat de partenariat public privé.

Par ailleurs, le taux moyen de la dette s'établit à 3,34 % (contre 3,17 % en 2010). Cette légère augmentation s'explique par la hausse des marges bancaires appliquées, mais également par la volonté de la Ville de recourir à des emprunts à taux fixe. La durée de vie moyenne de la dette s'établit à 6 ans et 10 mois.

Le coût de la dette en 2011 est nettement inférieur au taux moyen de marché de condition équivalente qui s'établit à 3,60 %.

*NB : Il faut bien considérer que la durée de vie moyenne mesure le temps pendant lequel le capital est réellement mis à la disposition de l'emprunteur, et prend en compte le rythme d'amortissement du capital.*

## 3.2. La trésorerie

---

Les dépenses inscrites au compte 6615 « intérêts des lignes de trésorerie » sont en hausse de 21,48 %, passant de 0,407 M d'€ à 0,494 M d'€. Cette évolution importante est due à la conjonction de plusieurs éléments.

En effet, le principal taux qui sert de base de calcul à l'utilisation des lignes de trésorerie, l'EONIA, a très fortement augmenté à partir de février 2011.

De plus, les nouvelles lignes de trésorerie utilisées depuis novembre 2011 font apparaître des marges beaucoup plus élevées que les contrats précédemment négociés en raison du contexte de resserrement des crédits et des lignes de trésorerie que connaissent aujourd'hui les collectivités territoriales.

Le volume des lignes de trésorerie négociées avec les établissements financiers (Caisse d'Épargne et Société Générale) est de 60 M d'€ au 31 décembre 2011.

Le volume d'ouverture de crédit long terme s'établit à 97,181 M d'€ au 31 décembre de l'exercice.

## 3.3 Les frais et les produits financiers (comptes 668 et 768)

---

Le montant des frais financiers s'élève à 0,791 M d'€ en 2011 et celui des produits financiers à 0,273 M d'€.

Il s'agit pour la quasi totalité des frais et produits sur instruments de couverture liés à la gestion active de la dette.

## PARTIE 4 – LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES

### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNÈBRES COMPTE ADMINISTRATIF 2011

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2011	Résultats 2010	Évolution 2010/2011
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	0,193	0,001			
Opérations d'ordre	0,294	0,239			
<b>S/total exercice</b>	<b>0,487</b>	<b>0,240</b>	<b>-0,247</b>	<b>0,660</b>	<b>-0,907</b>
Résultat reporté		0,501	0,501	-0,159	0,660
<b>TOTAL</b>	<b>0,487</b>	<b>0,741</b>	<b>0,254</b>	<b>0,501</b>	<b>-0,247</b>
<b>EXPLOITATION</b>					
Opérations réelles	5,591	5,531			
Opérations d'ordre	0,239	0,294			
<b>S/total exercice</b>	<b>5,830</b>	<b>5,825</b>	<b>-0,005</b>	<b>-0,763</b>	<b>0,758</b>
Résultat reporté		0,732	0,732	1,495	-0,763
<b>S/total avant restes à réaliser</b>			<b>0,727</b>	<b>0,732</b>	<b>-0,005</b>
Restes à réaliser	0,126		-0,126	-0,187	0,061
<b>TOTAL</b>	<b>5,956</b>	<b>6,557</b>	<b>0,601</b>	<b>0,546</b>	<b>0,055</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>0,855</b>	<b>1,047</b>	<b>-0,192</b>

### 1. LE SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES

Le résultat cumulé de ce budget annexe affiche une diminution de 0,192 M d'€, soit -18,34 %, au regard de l'exercice précédent. Les deux sections (investissement et exploitation) de ce budget sont néanmoins excédentaires. Sur la section d'exploitation le taux de réalisation des dépenses réelles est de 90,24 % contre 98,84 % pour les recettes réelles.

Cette section enregistre les évolutions suivantes :

⇒ la progression des recettes (mouvements réels), qui représente une variation de 0,118 M d'€ (soit + 2,18 %) essentiellement du fait des produits d'exploitation dont le taux de réalisation s'établit à 98,97 % contre 89,92 % en 2010. La diminution constatée sur les ventes de caveaux a été compensée par l'augmentation de la vente de marchandises funéraires et des convois,

⇒ la progression des dépenses (mouvements réels) est quasi similaire et représente une variation de 0,116 M d'€ (soit + 2,13 %). Dans le détail, les charges à caractère général diminuent de 16,15 %, les frais de personnel progressent de 6,36 % et les autres charges de gestion courante de 149,34 %.

Par ailleurs, le processus de remboursement des caveaux livrés dans le cadre de l'opération d'extension du cimetière des Vaudrans (et préfinancés par le budget principal) s'est poursuivi en 2011, ce reversement étant intervenu à hauteur de 0,060 M d'€.

La progression du résultat de cette section est essentiellement liée aux mouvements d'ordre.

S'agissant de la section d'investissement, l'excédent est à relier au faible taux de réalisation des dépenses en mouvements réels qui s'établit à 30,42 % (glissement dans la réalisation des opérations planifiées).

Les dépenses retracées comportent des frais de remboursement d'un emprunt à hauteur de 0,085 M d'€, des dépenses de travaux de rénovation (0,011 M d'€), du matériel de transport (pour 0,063 M d'€) et de constructions (0,035 M d'€).

## 2. LE PALAIS DE LA GLACE ET DE LA GLISSE

### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DU PALAIS DE LA GLACE ET DE LA GLISSE COMPTE ADMINISTRATIF 2011

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2011	Résultats 2010	Évolution 2010/2011
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	1,639				
Opération d'ordre		0,632			
Opérations patrimoniales	2,309	2,309			
<b>S/total exercice</b>	<b>3,948</b>	<b>2,941</b>	<b>-1,007</b>	<b>-1,826</b>	<b>0,819</b>
Résultat reporté	0,401		-0,401	1,424	-1,825
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>4,349</b>	<b>2,941</b>	<b>-1,408</b>	<b>-0,401</b>	<b>-1,007</b>
Restes à réaliser		1,408	1,408	0,401	1,007
<b>TOTAL</b>	<b>4,349</b>	<b>4,349</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>
<b>EXPLOITATION</b>					
Opérations réelles	3,253	4,067			
Opérations d'ordre	0,632				
<b>S/total exercice</b>	<b>3,885</b>	<b>4,067</b>	<b>0,182</b>	<b>0,021</b>	<b>0,161</b>
Résultat reporté		0,021	0,021		0,021
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>3,885</b>	<b>4,088</b>	<b>0,203</b>	<b>0,021</b>	<b>0,182</b>
Restes à réaliser	0,137		-0,137	-0,021	-0,116
<b>TOTAL</b>	<b>4,022</b>	<b>4,088</b>	<b>0,066</b>	<b>0,000</b>	<b>0,066</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>0,066</b>	<b>0,000</b>	<b>0,066</b>

Cet équipement a été ouvert au public à la mi décembre 2009. L'exercice 2011 retrace la deuxième année complète d'exploitation. Le résultat d'exploitation est très légèrement excédentaire du fait de la subvention du budget principal.

Sur la section d'exploitation, le taux de réalisation des dépenses réelles est 86,42 % contre 72,91 % en 2010.

⇒ **Les dépenses d'exploitation** (en mouvements réels) progressent de 26,50 %, soit + 0,682 M d'€ au regard de 2010, dont notamment une variation de 37,55 % pour les frais de personnel (du délégataire), 22,95 % pour les charges à caractère général et 13,16 % pour les charges financières.

⇒ **Les recettes d'exploitation** (en mouvements réels) sont globalement en progression, à 56,80 % soit + 1,473 M d'€. Hors subvention du budget principal, cette évolution est également à la hausse, soit + 8,91 % pour les produits d'exploitation *stricto sensu*.

En dépenses d'investissement (en mouvements réels) figurent l'annuité d'emprunt afférent à la construction du bâtiment (0,763 M d'€), des frais relatifs aux travaux (0,505 M d'€), aux bâtiments et terrains (0,270 M d'€), ainsi que des dépenses d'acquisition de matériels et mobiliers divers (0,101 M d'€).

### 3. LE STADE VÉLODROME

#### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DU STADE VÉLODROME COMPTE ADMINISTRATIF 2011

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2011	Résultats 2010	Évolution 2010/2011
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	28,098	36,500			
Opération d'ordre					
Opérations patrimoniales					
<b>S/total exercice</b>	<b>28,098</b>	<b>36,500</b>	<b>8,402</b>		
Résultat reporté					
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>28,098</b>	<b>36,500</b>	<b>8,402</b>		
Restes à réaliser					
<b>TOTAL</b>	<b>28,098</b>	<b>36,500</b>	<b>8,402</b>		
<b>EXPLOITATION</b>					
Opérations réelles	1,771	1,812			
Opérations d'ordre					
<b>S/total exercice</b>	<b>1,771</b>	<b>1,812</b>	<b>0,041</b>		
Résultat reporté					
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>1,771</b>	<b>1,812</b>	<b>0,041</b>		
Restes à réaliser	0,037		-0,037		
<b>TOTAL</b>	<b>1,808</b>	<b>1,812</b>	<b>0,004</b>		
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>8,406</b>		

C'est le premier exercice d'exécution pour ce budget annexe créé en avril 2011 lors du vote du budget primitif. Compte tenu de cette date de création, des remboursements croisés (entre le budget principal et le budget annexe) pour les trois premiers mois de l'année ont généré des flux de dépenses et de recettes et la prévision budgétaire s'est avérée particulièrement complexe.

L'exécution budgétaire témoigne malgré tout d'un calibrage prudent mais correct des ressources allouées.

⇒ **La section d'exploitation** : elle est très légèrement excédentaire du fait de la subvention du budget principal.

Le taux global d'exécution des dépenses (mouvements réels) est de 84,60 %. Les charges à caractère général constituent 68,72 % des dépenses et les frais de personnel 31,28 %.

Le taux global d'exécution des recettes (mouvements réels) est de 86,55 % et si est exclue la subvention du budget principal ce taux s'établit à 102,26 %.

En effet, la subvention prévisionnelle du budget principal (0,815 M d'€ HT) n'a été que partiellement exécutée (0,504 M d'€ HT mandatés), compte tenu des recettes d'exploitation réalisées par ailleurs.

En 2011 le produit principal de ce budget demeure le loyer du Stade (1,023 M d'€) qui a représenté 78,25 % des recettes réalisées hors subvention d'équilibre.

⇒ **La section d'investissement** : en dépenses, elle comporte la part de la Ville dans le financement du Partenariat Public Privé (PPP) soit 28,098 M d'€ et en recette l'emprunt afférent exécuté à hauteur de 36,500 M d'€.

## 4. LES ESPACES ÉVÈNEMENTIELS

### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DES ESPACES ÉVÈNEMENTIELS COMPTE ADMINISTRATIF 2011

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2011	Résultats 2010	Évolution 2010/2011
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	0,660				
Opération d'ordre					
Opérations patrimoniales					
<b>S/total exercice</b>	<b>0,660</b>	<b>0,000</b>	<b>-0,660</b>		
Résultat reporté					
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>0,660</b>	<b>0,000</b>	<b>-0,660</b>		
Restes à réaliser		0,660	0,660		
<b>TOTAL</b>	<b>0,660</b>	<b>0,660</b>	<b>0,000</b>		
<b>EXPLOITATION</b>					
Opérations réelles	1,019	1,479			
Opérations d'ordre					
<b>S/total exercice</b>	<b>1,019</b>	<b>1,479</b>	<b>0,460</b>		
Résultat reporté					
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>1,019</b>	<b>1,479</b>	<b>0,460</b>		
Restes à réaliser	0,014		-0,014		
<b>TOTAL</b>	<b>1,033</b>	<b>1,479</b>	<b>0,446</b>		
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>0,446</b>		

C'est le premier exercice d'exécution pour ce budget annexe créé en avril 2011 lors du vote du budget primitif. Compte tenu de cette date de création, des remboursements croisés (entre le budget principal et le budget annexe) pour les trois premiers mois de l'année ont généré des flux de dépenses et de recettes et la prévision budgétaire s'est avérée particulièrement complexe.

L'exécution budgétaire témoigne malgré tout d'un calibrage prudent mais correct des ressources allouées.

Pour sa première année, la section d'exploitation est excédentaire à hauteur de 0,446 M d'€ alors même que la subvention prévisionnelle du budget principal n'a pas été exécutée, ce qui démontre le potentiel de rentabilité de ce budget.

Le taux global d'exécution des dépenses (mouvements réels) est de 86,53 %. Les charges à caractère général constituent 41,32 % des dépenses et les frais de personnel 58,36 %.

Le taux global d'exécution des recettes (mouvements réels) est de 125,62 %. De ce fait la subvention prévisionnelle du budget principal (0,325 M d'€ HT au budget primitif 2011) n'a pas été exécutée.

Les revenus locatifs des salles du Pharo ont représenté 99,61 % des recettes d'exploitation.

La section d'investissement comporte essentiellement en dépenses les premiers frais de construction et d'aménagement des bâtiments liés à l'opération de restructuration des espaces du Pharo (0,598 M d'€) ainsi que les frais d'acquisition d'un logiciel de réservation de salles (0,039 M d'€).

## 5. LE PÔLE MÉDIA DE LA BELLE-DE-MAI

### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DU PÔLE MÉDIA DE LA BELLE-DE-MAI COMPTE ADMINISTRATIF 2011

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2011	Résultats 2010	Évolution 2010/2011
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	0,008	0,023			
Opérations d'ordre	0,921	1,072			
<b>S/total exercice</b>	<b>0,929</b>	<b>1,095</b>	<b>0,166</b>	<b>0,033</b>	<b>0,133</b>
Résultat reporté		2,214	2,214	2,181	0,033
<b>TOTAL</b>	<b>0,929</b>	<b>3,309</b>	<b>2,380</b>	<b>2,214</b>	<b>0,166</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
Opérations réelles	1,364	1,770			
Opérations d'ordre	1,072	0,921			
<b>S/total exercice</b>	<b>2,436</b>	<b>2,691</b>	<b>0,255</b>	<b>-1,791</b>	<b>2,046</b>
Résultat reporté		0,130	0,130	1,923	-1,793
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>2,436</b>	<b>2,821</b>	<b>0,384</b>	<b>0,130</b>	<b>0,254</b>
Restes à réaliser					
<b>TOTAL</b>	<b>2,436</b>	<b>2,821</b>	<b>0,384</b>	<b>0,130</b>	<b>0,254</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>2,764</b>	<b>2,344</b>	<b>0,420</b>

Globalement le résultat cumulé du budget annexe du Pôle Média progresse de 0,420 M d'€, soit 17,92 %, au regard de l'exercice précédent.

Cette évolution est significative en section de fonctionnement, excédentaire à hauteur de 0,384 M d'€.

Les dépenses de fonctionnement (en mouvements réels) ont diminué de 57,60 % (1,854 M d'€). Cependant, pour avoir une appréciation objective de cette variation, il faut exclure des dépenses 2010 l'impact du reversement de l'excédent de fonctionnement au budget principal effectué lors du budget supplémentaire à hauteur de 1,755 M d'€. Avec cette base rectifiée ces dépenses diminuent quand même de 6,74% (- 0,098 M d'€).

À l'instar de l'exercice précédent, les principaux postes demeurent en relation avec la gestion des bâtiments : la ligne de gardiennage représente 24,93 % des frais, l'entretien et la maintenance 22,84 %, la taxe foncière 15,04 %, le chauffage urbain 11,67 % et les fluides 10,09 %.

Le taux global d'exécution des dépenses (en mouvements réels) est de 79,55 %.

Les recettes liées aux revenus des immeubles progressent de 14,39 %, soit + 0,223 M d'€, et le taux global d'exécution des recettes (mouvements réels) est de 101,91 %.

La section d'investissement pour sa part est de nouveau excédentaire (2,380 M d'€) avec une évolution de 7,50 % au regard de l'exercice 2010.

En investissement, la section comporte peu de mouvements réels, hors les dépôts de garantie des locataires du pôle.



## **Conclusion**

*La Municipalité a poursuivi en 2011 une stratégie volontariste qui conforte le développement de Marseille et prépare les grands rendez-vous à venir, tout en maintenant une politique budgétaire rigoureuse basée sur la maîtrise des dépenses de gestion, l'effort d'investissement et la stabilisation de l'endettement.*